PÉTITION

Pas d’économies sur le dos de la petite enfance ! Sauvons les 147 places de crèche menacées !

Pour des places en crèche, du personnel et un accueil de qualité !

À l’attention du Conseil municipal

Alors que les places en crèche manquent cruellement à Genève, la droite du Conseil municipal a décidé de s’attaquer à la petite enfance ! En commission des finances, elle a adopté un amendement transformant trois crèches municipalisées en crèches subventionnées. La conséquence ? Deux de ces trois crèches pourraient ne pas ouvrir en 2027 tandis que la dernière serait contrainte de licencier ses employé·e·s et pourrait fermer. **Ce sont donc 99 nouvelles places de crèche ainsi que 48 existantes qui sont menacées.**

Des économies sur le dos de jeunes parents et sur les travailleur·euse·s

Les crèches subventionnées nécessitent la création d’associations et la mise en place de structures de gestion distinctes. Il s’agit de trouver des bénévoles prêt·e·s à prendre ces responsabilités et lancer des processus de recrutement. Prendre cette décision en novembre ou en décembre sans s’être préparé au préalable c’est la garantie de ne pas pouvoir ouvrir ces places à la rentrée 2027. C’est donc une centaine d’enfants dont les parents devront trouver des alternatives, plus chères ou au contraire, arrêter de travailler.

Pour quels gains ? 100’000.- sur un budget de 1,4 milliard. Et ce qui permet cette économie ne provient pas d’une meilleure efficacité, mais d’un écart de salaire de 10 % entre les structures municipalisées et les structures subventionnées. **C’est en payant moins les personnes qui sont chargées de s’occuper et de prendre soin de nos enfants que la droite entend faire des économies.** Alors qu’il y a une pénurie de personnel dans ce secteur essentiellement féminin, la droite a la bonne idée de proposer une sous-enchère salariale.

C'est une décision inacceptable ! Sans personnel, pas de nouvelles places en crèche !

Les crèches sont un service public essentiel. Elles garantissent aux enfants un accueil et un accompagnement socio-éducatif de qualité, contribuent à réduire les inégalités dès le plus jeune âge et permettent aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle.

Elles jouent également un rôle fondamental pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Faute de places d'accueil, ce sont encore majoritairement les femmes qui doivent réduire leur activité professionnelle ou renoncer à travailler.

Alors que le coût de la vie explose et que de nombreuses familles ont besoin de deux salaires pour vivre, **supprimer des postes dans la petite enfance est une mesure profondément antisociale !**

Plutôt que de faire des économies sur le dos des enfants, des familles et du personnel, il faut investir massivement dans la création de nouvelles places et améliorer les conditions de travail des professionnel·le·s de la petite enfance.

Nous, soussigné·e·s, demandons au Conseil municipal de la Ville de Genève :

1. **Le rétablissement intégral des postes municipalisés.**
2. **Le maintien et le développement des nouvelles places en crèche** telles que prévues au budget, avec le personnel nécessaire pour garantir un accueil de qualité.
3. **Le développement des places de crèches afin** de garantir à chaque enfant une place d'accueil.
4. **La reconnaissance et le maintien de la valorisation des métiers de la petite enfance**, avec des effectifs suffisants, des salaires dignes et de bonnes conditions de travail.

La petite enfance n'est pas une variable d'ajustement budgétaire ! Les besoins des enfants et des familles doivent passer avant les politiques d'austérité !

Une pétition soutenue par le Parti socialiste, Ensemble à Gauche-Union Populaire, les Vert·e·s, le Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT) et le Syndicat des services publics (SSP).

Merci de renvoyer cette feuille au siège du Parti socialiste (rue des voisins 15, 1205 Genève) avant le 7 décembre.

Nom	e-mail	Signature